

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 19 DÉCEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 19 décembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
59	18	4
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/12/341</p> <p>FONDS DE SOUTIEN A LA PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE, AUDIOVISUELLE ET NOUVEAUX MEDIAS - MODIFICATION DU CADRE D'INTERVENTION - 2025</p>		

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Valérie BATTISTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à M. Laurent JEROME, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Corinne CHENET ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre COLIN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Anaïs DIR ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Robert CAVANNA, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, M. Philippe LEROY ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI.

ABSENTS :

Mme Basma BOUCHKARA, M. Anthony CIVETTINI, Mme Pascale JANVIER, M. Bruno ROURE.

Séance Publique du 19 décembre 2024

N° D'ORDRE : 24/12/341

**O B J E T : FOND S DE SOUTIEN A LA PRODUCTION
CINEMATOGRAPHIQUE, AUDIOVISUELLE ET
NOUVEAUX MEDIAS - MODIFICATION DU CADRE
D'INTERVENTION - 2025**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°20/07/71 du Conseil Métropolitain en date du 21 juillet 2020 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 21/09/272 du Conseil Métropolitain en date du 30 septembre 2021 portant adoption du projet métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 21/12/415 du Conseil Métropolitain en date du 16 décembre 2021 portant création du fonds de soutien à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias et définition des modalités d'attribution des aides,

VU la délibération n°22/12/375 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2022 portant autorisation de signature de la convention d'application du SRDEII 2022-2028 avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur fixant les conditions d'intervention complémentaire dans le cadre de l'octroi des aides économiques,

VU la délibération n° 23/11/317 du Conseil Métropolitain en date du 16 novembre 2023 portant modification du cadre d'intervention et des modalités d'attribution du fonds de soutien à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias,

VU le cadre d'intervention du fonds de soutien à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, modifié, ci-joint,

VU la convention type d'aide à la production modifiée et ses annexes, ci-joints,

VU l'avis de la Commission Cinéma Toulon Provence Méditerranée en date du 12 novembre 2024,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 9 décembre 2024,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit le développement et la structuration de la filière cinéma et audiovisuel sur le territoire, conformément aux axes définis dans son projet métropolitain,

CONSIDERANT que l'accueil des tournages sur le territoire participe au dynamisme et à l'attractivité du territoire en générant des retombées économiques, touristiques et d'image,

CONSIDERANT que dans ce cadre, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a créé un fonds de soutien à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias au 1er janvier 2022 permettant d'accorder, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production cinématographique et audiovisuelle et développer ainsi l'attractivité du territoire auprès des professionnels,

CONSIDERANT la qualité et le nombre de projets déposés dans le cadre des appels à projets 2024 et leur impact sur le territoire métropolitain en matière de retombées économiques, touristiques et d'images,

CONSIDERANT que pour soutenir ces projets, il convient, de faire évoluer le cadre d'intervention en modulant le plafond des aides allouées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en modifiant les critères de recevabilité des demandes et la nature des pièces justificatives réclamées pour le versement du solde de l'aide économique,

CONSIDERANT qu'il convient de modifier en conséquence la convention d'aide à la production,

CONSIDERANT que les aides ainsi attribuées s'inscriront dans le nouveau cadre d'intervention ci-joint et feront l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et les modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que l'enveloppe budgétaire dédiée pourra évoluer en cours d'année au regard de la qualité des projets déposés, et du nombre de ceux qu'il convient de retenir car représentant un enjeu important pour le territoire en participant de fait à son dynamise, ainsi qu'à l'attractivité et au développement économique de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER les modifications apportées au cadre d'intervention du fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle et nouveaux médias, et à la convention d'aide à la production.

ARTICLE 2

D'ADOPTER le nouveau cadre d'intervention et la nouvelle convention ci-annexés.

ARTICLE 3

DE FIXER à 210 000 € le montant de l'enveloppe budgétaire dédiée en 2025, opération 16123 « Fonds de soutien cinématographique, audiovisuel et nouveaux médias », fonction 633, article 20421.

ARTICLE 4

DE DIRE que ce montant pourra être revu à la hausse en fonction des opportunités, dans la limite du disponible budgétaire du BP TOUR de l'année considérée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Béatrice VEYRAT-MASSON

Le secrétaire de séance

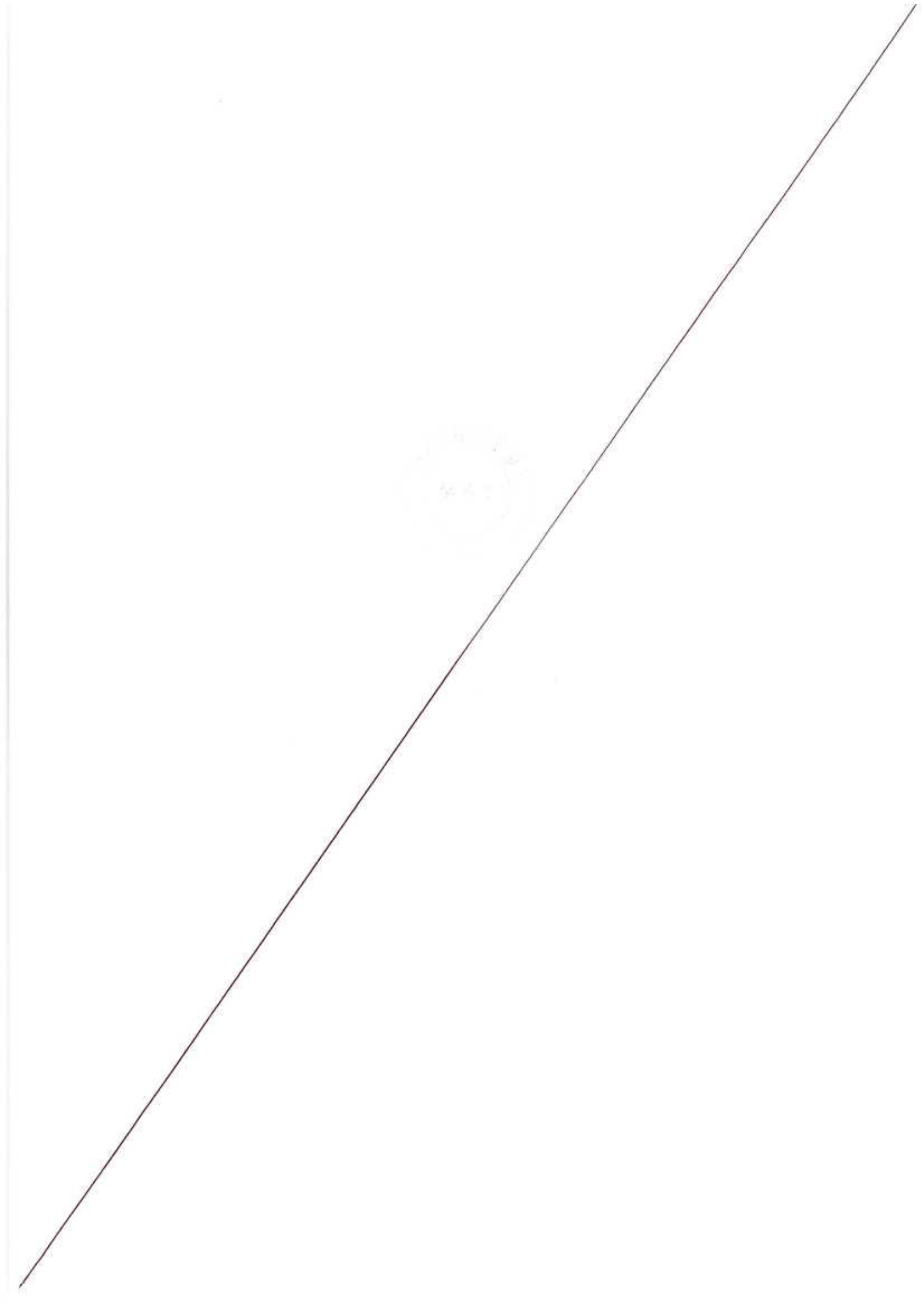


POUR 76

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Monsieur Jean-David MARION.





FONDS DE SOUTIEN À LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE, AUDIOVISUELLE ET NOUVEAUX MÉDIAS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

CADRE D'INTERVENTION

Le Fonds d'aide à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias de la Métropole Toulon Provence Méditerranée vise à contribuer :

- ✓ Au dynamisme et à l'attractivité du territoire en favorisant l'accueil et la localisation des tournages générateurs d'emploi, de retombées économiques, touristiques et d'image.
- ✓ Au développement des industries culturelles et créatives et plus particulièrement à la structuration et au développement de la filière cinéma et audiovisuel sur le territoire métropolitain.
- ✓ Au soutien des œuvres de qualité, originales et innovantes ;
- ✓ A l'émergence de nouveaux talents ;

LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'intervention de la Métropole est conditionnée par l'intervention préalable de la Région ; les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituant des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

En application de ces dispositions, l'intervention de la Métropole ne peut donc être que complémentaire de celle de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière (Délibération n° 21/12/375 du Conseil Métropolitain du 15 décembre 2022 approuvant les termes de la convention d'application du SRDEII 2022-2028 fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud PACA dans le cadre des aides économiques) et s'inscrire dans le cadre du règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 relatif aux aides de minimis (catégorie d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité).

L'entreprise bénéficiaire de cette aide pourra percevoir au maximum 300 000 € d'aide publique relevant du régime de minimis sur une période de 3 ans, aide qui devra nécessairement revêtir un intérêt économique général pour le territoire.

LES CONDITIONS D'ORGANISATION DES APPELS A PROJETS

La Métropole Toulon Provence Méditerranée initie chaque année un appel à projets qui fixe le calendrier de dépôt et d'instruction des demandes. Les appels à projets sont publiés via le site internet de la Métropole, le site internet du Bureau des Tournage, les réseaux sociaux, les mailings...

Les projets déposés, répondant aux critères d'éligibilité et de recevabilité, sont étudiés par la Commission Cinéma TPM, constituée par arrêté n° 22/52 pour une durée de 3 ans, renouvelable par nouvel arrêté.

La commission Cinéma TPM sélectionne les projets et valide les montants de participation de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le service Accueil des Tournages de la Métropole assure le secrétariat de la commission cinéma TPM et assiste aux séances de la commission sans pouvoir exprimer d'avis.

Les projets retenus font l'objet d'une décision attributive votée par les instances décisionnaires de la Métropole. Les aides à la production prennent la forme d'une aide à l'investissement versée à la structure porteuse du projet et signataire ou co-signataire du contrat d'auteur.

Les porteurs de projet sont informés par l'envoi d'une convention d'aide à la production. L'octroi de l'aide est subordonné à la signature de cette convention.

LES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ DES DEMANDEURS OU PORTEURS DE PROJETS

Les bénéficiaires sont des sociétés de production disposant :

- ✓ D'un code APE 5911 (production) ; ou d'un code APE en rapport avec ce type d'activité ;
- ✓ D'un siège social en France ou dans un autre état membre de l'Union Européenne (les sociétés de production doivent disposer d'un établissement principal ou secondaire stable en France au moment du versement de l'aide) ;
- ✓ Pour les projets de documentaires, les candidatures pourront être déposées par des associations dont l'activité principale est la production d'œuvres audiovisuelles.
- ✓ Société porteuse du projet et signataire ou cosignataire du contrat d'auteur.

LES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ DES ŒUVRES

Ce dispositif concerne les œuvres dont l'obtention d'agrément des investissements, si requise, est garantie :

- ✓ Les œuvres cinématographiques de longue durée telles que définies à l'article D.210-1 du Code du cinéma et de l'image animée destinées aux salles de cinéma : fiction, documentaire ou animation ;
- ✓ Les œuvres cinématographiques de courte durée telles que définies à l'article D.210-2 du Code du cinéma et de l'image animée : fiction, documentaire ou

animation ;

- ✓ Les œuvres audiovisuelles telles que définies par l'article 4 du décret N°90-66 du 17 janvier 1990 : documentaires de création, œuvres de fiction et d'animation télévisées, œuvres pour les nouveaux médias ou web (de longue durée, courte durée, unitaire ou série) ;

LES CRITERES DE RECEVABILITE DES DEMANDES

Seront recevables les demandes

- ✓ Justifiant d'un récépissé de dépôt du dossier à la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur ou d'un avis définitif de soutien financier de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur dans le cadre de son fonds d'aide à la création et à la production cinématographiques et audiovisuelles.
- ✓ Ne dépassant pas les seuils d'intensité d'aide publique (critères définis dans le cadre d'intervention de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur).
- ✓ Dont les dossiers sont réputés complets et déposés dans les délais impartis conformément aux appels à projets initiés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.
- ✓ Dont les œuvres sont tournées en tout ou partie sur **le territoire métropolitain : Carqueiranne, La Crau, La Garde, Hyères, Ollioules, Le Pradet, Le Revest-les-Eaux, Saint-Mandrier-sur-Mer, La Seyne-sur-Mer, Six-Fours-les-Plages, Toulon, La Valette-du-Var¹.**

LES CRITÈRES D'APPRÉCIATION

L'aide métropolitaine est une aide sélective qui tient compte de l'intérêt culturel des œuvres présentées et des enjeux économiques pour le territoire métropolitain.

Les critères d'appréciation, non cumulatifs et non exhaustifs, sont les suivants :

- ✓ La qualité d'écriture du scénario (point de vue original de l'auteur, qualité narrative), le potentiel innovant du projet artistique, la proposition formelle de mise en image ;
- ✓ L'intérêt du sujet traité et la filmographie du réalisateur ;
- ✓ La contribution à l'émergence de talents et à la diversité de création ;
- ✓ Le lien culturel ou géographique avec le territoire et le rayonnement du territoire à l'écran ;
- ✓ Les retombées économiques directes pour le territoire en termes de dépenses liées à la fabrication du film ;
- ✓ L'appel aux ressources techniques (prestataires de services, loueurs, studios...), humaines (techniciens, comédiens et étudiants stagiaires...) et naturelles (décors) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- ✓ La durée du tournage sur le territoire métropolitain ;
- ✓ La présence d'une base logistique et/ou d'une base décors sur le territoire métropolitain ;

¹ Cf annexe 1 : carte de la Métropole Toulon Provence méditerranée

- ✓ La présence d'un diffuseur ou d'un distributeur dans le financement de l'œuvre ;
- ✓ Les œuvres justifiant d'un plan d'actions visant à réduire l'empreinte carbone de l'œuvre ;

LES PLAFONDS DES AIDES

Les montants des aides à la production sont plafonnés et varient en fonction du type d'aide sollicitée, sous réserve de la disponibilité des crédits :

Catégorie	Type d'œuvre	Plafond de l'aide
1	Œuvres cinématographiques de longue durée Fiction et Animation	50 000 €
2	Œuvres cinématographiques de longue durée Documentaire	15 000 €
3	Court-métrage de fiction et d'animation	10 000 €
4	Fiction audiovisuelle unitaire à partir de 60'	20 000 €
5	Fiction audiovisuelle série (à partir de 3 épisodes et dont la durée cumulée est supérieure ou égale à 26')	70 000 €
6	Fiction audiovisuelle série récurrente	200 000 €
7	Documentaire TV	10 000 €
8	Web-création, œuvres immersives	10 000 €

La Société de production ayant atteint le plafond des seuils d'intensité d'aide publique, tout type d'œuvre confondu, ne pourra plus prétendre, pendant une durée de trois ans, à une nouvelle aide économique relevant du régime de minimis.

LES MODALITES DE LA CONVENTION D'AIDE A LA PRODUCTION

La convention entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le bénéficiaire précise les modalités et conditions du financement. La nomenclature des dépenses éligibles est annexée à ladite convention.

L'aide financière est liquidée de la manière suivante :

- 70 % au premier jour de tournage, attestée par la feuille de service ou l'attestation de début de tournage,
- Le solde après transmission :

1/ D'un état récapitulatif certifié des dépenses du film, accompagné des pièces justificatives, permettant de justifier d'un montant de dépenses sur le territoire métropolitain :

- D'au moins 300 % du montant de l'aide, pour les œuvres des catégories 1, 4, 5, 6 et 8. Ce pourcentage est porté à 500 % au-delà de 100 000 euros d'aide.

- D'au moins 200 % du montant de l'aide, pour les œuvres des catégories 2, 3 et 7.

Les dépenses éligibles relatives à cet état récapitulatif sont définies par la nomenclature ci-jointe (annexe 2).

Si les dépenses réalisées sur le territoire métropolitain n'atteignent pas le seuil mentionné dans la convention, le montant de l'aide est recalculé au prorata des dépenses réellement engagées.

2/ De la bible de tournage,

Dans un délai de six mois et dans le respect du délai de validité de l'aide conformément à l'article 4 de la convention d'aide à la production qui suivent la fin du projet, le bénéficiaire est tenu de fournir à la Métropole TPM :

- Le compte rendu financier de l'œuvre, daté et signé par le représentant légal de la structure, faisant apparaître les dépenses prévisionnelles et définitives réalisées sur la Métropole Toulon Provence Méditerranée, les écarts et l'analyse de ces écarts.
- Une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes des deux derniers exercices écoulés.

La convention entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le bénéficiaire définit les engagements de la production en termes de communication institutionnelle : mention au générique, supports de communication libre de droits, organisation d'avant-première...

Dans tous les cas l'aide économique accordée ne pourra pas dépasser 80 % du budget global de la production,

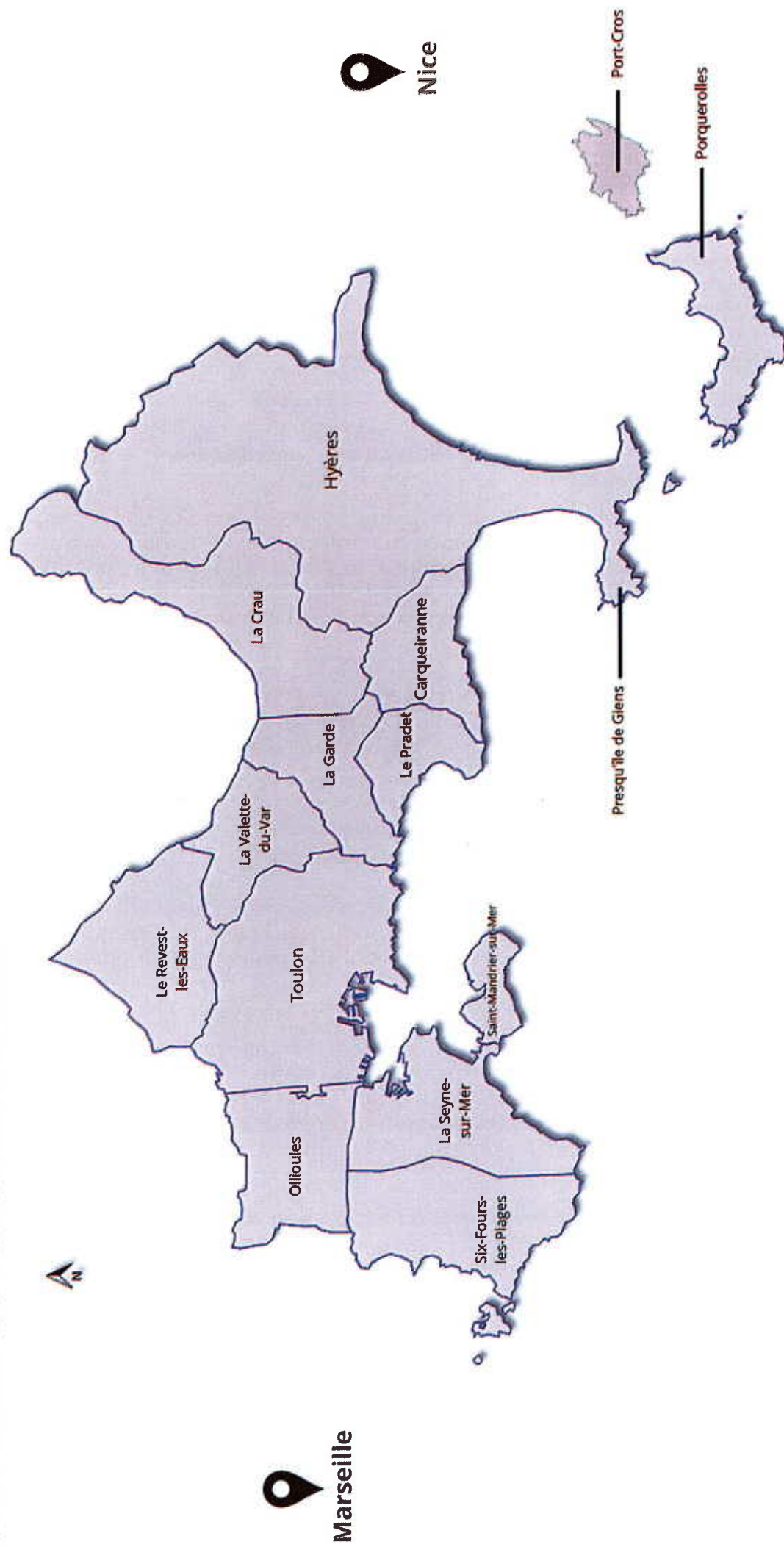
Chaque versement est effectué sur demande du bénéficiaire qui certifie de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Si le scénario ou le projet débouche sur une œuvre audiovisuelle ou cinématographique telle qu'un film, les coûts de pré-production seront intégrés au budget global et pris en compte dans le calcul de l'intensité de l'aide.

Les sociétés de production s'engagent à réaliser leur projet dans un délai de 5 ans à compter de la date de vote de l'aide. En cas de dépassement du délai de réalisation fixé dans la convention, sans qu'un avenant de prorogation de la durée de réalisation n'ait été convenu et accepté, l'aide devient caduque et l'acompte est restitué à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ce dispositif est cumulable à d'autres aides métropolitaines, régionales et nationales.

Annexe 1 au cadre d'intervention : carte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée



Pour être éligibles, les dépenses doivent

- Être effectuées sur le territoire métropolitain, comptant les 12 communes suivantes :
 - Carqueiranne
 - La Crau
 - La garde
 - Hyères et les Iles d'Or (Porquerolles, Port-Cros et Ile du Levant)
 - Ollioules
 - Le Pradet
 - Le Revest-les-Eaux
 - Saint-Mandrier-sur-Mer
 - La Seyne-sur-Mer
 - Six-Fours-les-Plages et l'Île des Embiez
 - Toulon
 - La Valette-du-Var
- Être directement liées à la production du film aidé,
- Être acquittées par le bénéficiaire de l'aide ou par le coproducteur sous réserve qu'il ait fourni le contrat de coproduction afférent.

Il s'agit des :

1 – Droits artistiques :

Droits d'archives audiovisuelles, photographiques et sonores, droits d'auteurs, etc.

2 – Frais de personnel :

Salaires et charges liées aux comédiens, techniciens, figurants, auteurs, réalisateurs, conseillers techniques, conseillers artistiques, traducteurs, musiciens, agents, membre de l'équipe de production, etc.

3 – Décors et costumes :

Location, construction et éclairage des décors ; location, achat d'accessoires de décor ; location de studios, auditorium ; location ou achat de costumes, postiches, maquillage, etc.

4 – Frais de régie :

Location de bureaux, de véhicules, téléphone, frais de documents, dépenses de restauration, d'hébergement, de déplacements, lorsqu'elles sont directement liées à la production et peuvent être rattachées à la période de repérage, de tournage et de post-production du film, etc.



5 – Moyens techniques :

Location et achat de tout matériel technique concourant à la fabrication du film (éclairage, montage, prise de vue, machinerie, duplication, sous-titrage, doublage ...), etc.

6 – Post-production image et son

Montage image et son, post-synchronisation, traitement des rushs, enregistrement voix-off, effets visuels numériques, PAD, etc.

7 – Assurances

8 – Frais liés à l'organisation d'une projection en avant-première sur la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Déplacement, hébergement, restauration du réalisateur/ réalisatrice et/ou des comédiens principaux, location de salle, frais de communication, etc

Précisions

- Pour toutes les prestations techniques & logistiques, pour les frais de location de véhicules sont considérées comme dépenses éligibles les prestations facturées par une structure dont le siège social, ou une succursale, est établi sur le territoire.
- Pour les locations de décors sont considérées comme dépenses éligibles les frais de mise à disposition de décors situés sur le territoire, quelle que soit l'adresse de facturation.

**CONVENTION D'AIDE A LA PRODUCTION
TYPE D'OEUVRE**

Nom de l'œuvre

ENTRE

La **Métropole « Toulon Provence Méditerranée »**, dont le siège est situé 107 boulevard Henri Fabre à Toulon, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN autorisé en application de la décision n°..... du bureau métropolitain du

ci-après dénommé « **la Métropole TPM** »

d'une part,

ET

La **structure de production**, dont le siège social est situé, dont le N° de SIRET est et le code NAF/APE est représentée par son représentant, dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommé « **le Bénéficiaire** »

d'autre part.

Préambule

Conformément aux axes définis dans son projet métropolitain adopté le 30 septembre 2021, la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite développer et structurer la filière « cinéma et audiovisuel » sur son territoire. En effet, l'accueil des tournages participe à son dynamisme, favorise son attractivité et génère des retombées économiques directes et indirectes.

La Métropole dispose d'un bureau métropolitain des tournages qui a pour mission de développer une offre de services attractive et de promouvoir le territoire en sensibilisant les producteurs et réalisateurs à la richesse et la diversité de ses décors.

La Métropole souhaite poursuivre le développement cette filière en développant un fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique et audiovisuelle ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

Ce soutien permet de conforter la filière sur le territoire en favorisant l'embauche d'une main-d'œuvre locale, de développer l'attractivité de la Métropole par une visibilité accrue et de favoriser le tourisme et des retombées économiques directes et indirectes.

Ces aides ainsi accordées par la Métropole constituent des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT et s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023.

L'intervention de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est conditionnée à l'intervention préalable de la Région Sud-Paca, qui est la collectivité chef de file en la matière et s'appuie sur la convention d'application du SRDEII entre la Région et la Métropole fixant les conditions de leur intervention complémentaire de coopération dans le cadre des aides économiques. Cette possibilité de cumul est prévue par le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014.

Article 1 – Objet de la convention et montant de l'aide

Dans le cadre du fonds d'aide à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias, la Métropole TPM attribue, en complément de l'aide régionale, une aide financière d'un montant de € au Bénéficiaire pour le projet suivant :

- Type d'œuvre :
- Titre provisoire :
- Auteurs/co-auteurs :
- Réalisateurs :
- Date prévisionnelle de début de tournage :
- Dates et lieux prévisionnels de tournage sur le territoire métropolitain :-
- Date prévisionnelle de sortie de l'œuvre :

Article 2 – Budget prévisionnel de l'œuvre et modalités de versement de l'aide

Article 2.1 Budget prévisionnel de l'œuvre

L'annexe 1 à la présente convention présente le budget prévisionnel de l'œuvre faisant apparaître les dépenses globales à l'étranger, en France, en Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et sur la Métropole TPM.

Conformément à cette annexe, le budget total prévisionnel pour la production de l'œuvre, est d'un montant de euros HT et les retombées économiques attendues sur le territoire métropolitain sont de €.

Article 2.2 Modalités de versement de l'aide

L'aide financière est liquidée de la manière suivante :

- 70 % au premier jour de tournage, attestée par la feuille de service ou l'attestation de début de tournage,
- Le solde après transmission :
 - o D'un état récapitulatif certifié des dépenses du film, accompagné des pièces justificatives, permettant de justifier qu'au moins % de l'aide économique (soit € HT), ont été dépensés sur le territoire métropolitain. Les dépenses éligibles relatives à cet état récapitulatif sont définies par la nomenclature ci-jointe (annexe 2).
 - o De la bible de tournage,

Dans tous les cas l'aide économique accordée ne pourra pas dépasser 80 % du budget global de la production.

Chaque versement est effectué sur demande du bénéficiaire.

En cas de coproduction, les comptes pourront être remis par le coproducteur (ou partagés entre les coproducteurs) sous réserve d'avoir fourni le contrat de coproduction. Il est à noter que les aides à la production sont des aides à l'investissement qui doivent être prises en compte en tant que telles dans la comptabilité de la structure.

Article 3 – Présentation des pièces justificatives

Toutes les pièces justificatives doivent être signées par la personne dûment habilitée à engager l'organisme et préciser le nom et la qualité du signataire.

Article 4 – Délai de validité de l'aide

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 5 ans à compter de la date de vote de l'aide pour transmettre les pièces justificatives, soit jusqu'au, le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt délivré par les services métropolitains faisant foi.

Si le Bénéficiaire constate un retard dans la réalisation du projet, il peut demander une prorogation du délai de validité de l'aide accordée. Pour cela, il doit adresser à la Métropole TPM, par écrit et en recommandé avec accusé de réception, une demande argumentée au moins 4 mois avant l'expiration du délai de validité de l'aide. Pour être considérée comme acceptée par la Métropole TPM, la demande de prorogation doit faire l'objet d'un vote de l'Assemblée délibérante, avant l'expiration du délai de validité initialement prévu par la présente convention.

Article 5 – Engagement du bénéficiaire

Le Bénéficiaire de l'aide économique s'engage (le Bureau des tournages Toulon Provence Méditerranée sélectionnera les critères opportuns selon le type de projet dans la liste ci-dessous) :

- À utiliser les sommes attribuées par la Métropole TPM conformément à l'objet de la présente convention,
- À autoriser les agents de la Métropole à assister au tournage dans le respect du plan de travail de l'équipe,
- À informer la Métropole TPM des étapes importantes de la préparation, de la production, de la réalisation, de la postproduction, de l'exploitation, de la diffusion de l'œuvre ainsi que les sélections aux festivals, et les prix et récompenses décernés,
- À faire figurer aux génériques, de début si existant et de fin du film, la mention « avec le soutien de la Métropole Toulon Provence Méditerranée »,
- À faire figurer au générique de fin et sur les documents de communication le logo de la Métropole dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Métropole TPM devra apparaître dans le respect de sa charte graphique et dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres partenaires.

- A remettre, pour la communication institutionnelle de la Métropole TPM, le matériel de communication suivant et ce dès le lancement de la promotion de l'œuvre :
 - L'affiche au format numérique HD,
 - Des visuels/photos de tournage réalisés sur le territoire et des photos de l'œuvre libres de droit au format numérique HD,
 - La bande annonce et des extraits du film libres de droit au format numérique en HD,
- À associer la Métropole TPM, le cas échéant, à l'organisation d'une avant-première- sur le territoire métropolitain :
 - Mention de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le carton d'invitation avec logo,
 - Mise à disposition d'un quota d'invitations qui sera estimé en fonction de la jauge de la salle (minimum 20 places),
 - Prise de parole d'un(e) représentant(e) du Président de La Métropole TPM aux côtés du réalisateur, producteur ou équipe du film,
 - Projection du film promotionnel du Bureau des tournages de la Métropole TPM juste avant la séance.
- À libérer les droits non commerciaux d'exploitation/diffusion de l'œuvre de toute opération coordonnée par la Métropole TPM
- À s'assurer auprès du distributeur de l'application de cette obligation et à obtenir du distributeur un engagement écrit dans ce sens,

Le Bénéficiaire s'engage également à informer la Métropole TPM par écrit, dans les meilleurs délais, de toute modification :

- Administrative le concernant (changement de dénomination sociale, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, changement de dirigeant, ...),
- Matérielle, financière ou technique du projet soutenu (date de réalisation, budget prévisionnel, ...).

Toute modification de l'objet de l'aide accordée doit être formellement acceptée par la Métropole TPM et doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Cette aide s'inscrit dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 relatif aux aides de minimis (catégorie d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité. Le Bénéficiaire déclare sur l'honneur les aides perçues ou à percevoir au titre de ce règlement au moyen de la déclaration ci-jointe (annexe 3). Cette déclaration vise à la vérification du non-dépassement du seuil applicable aux aides relevant du règlement de Minimis.

Conformément à l'article 1611-4 du CGCT, il est interdit au bénéficiaire d'une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention d'attribution conclue entre la Métropole TPM et le Bénéficiaire.

Article 6 – Responsabilité de la Métropole TPM

L'aide financière apportée par la Métropole TPM à cette opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable aux tiers ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 7 – Modalités de contrôle

Le Bénéficiaire de l'aide économique peut être soumis au contrôle des agents de la collectivité qui l'a accordée.

A cet effet, la Métropole TPM peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses agents à toute vérification sur pièce sur place.

Le Bénéficiaire est tenu de fournir à la Métropole TPM le compte rendu financier de l'œuvre faisant apparaître :

- Les dépenses prévisionnelles et définitives réalisées sur la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
- Les écarts et l'analyse de ces écarts

Ce compte-rendu financier, daté et signé par le représentant légal de la structure, doit être transmis à la Métropole TPM dans les six mois qui suivent la fin du projet, dans le respect du délai de validité de l'aide conformément à l'article 4 de la présente convention.

Le Bénéficiaire est tenu de fournir à la Métropole TPM une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes des deux derniers exercices écoulés.

Article 8 – Non-respect par le Bénéficiaire des dispositions de la convention ou du règlement financier

En cas de non-respect :

- Du délai de validité prévu par la présente convention,
- De l'une des dispositions du règlement financier de la Métropole ou si le contrôle des pièces transmises par le Bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par la Métropole TPM la conduisent à constater la non-exécution totale ou partielle de l'opération financée,

Le Bénéficiaire :

- Ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de l'aide économique concernée,

- Doit rembourser les sommes indûment perçues.

Article 9 - Obligations du bénéficiaire à la protection des données à caractère personnel

Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le règlement (UE) N°2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi N°78-17 du 6 janvier 1978, modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de transfert par le bénéficiaire à la Métropole TPM de données à caractère personnel, celui-ci s'engage :

- À informer préalablement les personnes concernées dudit transfert et de sa finalité,
- À obtenir leur consentement express,
- À transmettre à la Métropole TPM les coordonnées du responsable du traitement des données, et celles de son délégué à la protection des données s'il en a un.

Article 10 – Date d'effet et résiliation de la convention

La présente convention est exécutoire à sa notification par la Métropole TPM au Bénéficiaire de l'aide.

La convention prend fin par le versement du solde de l'aide économique au Bénéficiaire, par la résiliation de la convention à l'initiative du Bénéficiaire renonçant à l'aide ou par la résiliation unilatérale de plein droit par la Métropole TPM en cas de dissolution de la structure ou lorsque les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le Bénéficiaire.

Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au Bénéficiaire.

Article 11 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre la Métropole TPM et le Bénéficiaire de l'aide économique, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Article 12 – Annexe

La présente convention comporte 3 annexes :

- Annexe 1 : budget prévisionnel de l'œuvre faisant apparaître les dépenses globales en France, en Région et sur la Métropole TPM
- Annexe 2 : nomenclature des dépenses éligibles au titre des aides à la production de la Métropole TPM
- Annexe 3 : déclaration d'aide de minimis par le bénéficiaire de l'aide

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à Toulon,

Le

Pour Le Bénéficiaire

**Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

**Le Président,
Jean-Pierre GIRAN**



Pour être éligibles, les dépenses doivent

- Être effectuées sur le territoire métropolitain, comptant les 12 communes suivantes :
 - Carqueiranne
 - La Crau
 - La garde
 - Hyères et les Iles d'Or (Porquerolles, Port-Cros et Ile du Levant)
 - Ollioules
 - Le Pradet
 - Le Revest-les-Eaux
 - Saint-Mandrier-sur-Mer
 - La Seyne-sur-Mer
 - Six-Fours-les-Plages et l'Ile des Embiez
 - Toulon
 - La Valette-du-Var
- Être directement liées à la production du film aidé,
- Être acquittées par le bénéficiaire de l'aide ou par le coproducteur sous réserve qu'il ait fourni le contrat de coproduction afférent.

Il s'agit des :

1 – Droits artistiques :

Droits d'archives audiovisuelles, photographiques et sonores, droits d'auteurs, etc.

2 – Frais de personnel :

Salaires et charges liées aux comédiens, techniciens, figurants, auteurs, réalisateurs, conseillers techniques, conseillers artistiques, traducteurs, musiciens, agents, membre de l'équipe de production, etc.

3 – Décors et costumes :

Location, construction et éclairage des décors ; location, achat d'accessoires de décor ; location de studios, auditorium ; location ou achat de costumes, postiches, maquillage, etc.

4 – Frais de régie :

Location de bureaux, de véhicules, téléphone, frais de documents, dépenses de restauration, d'hébergement, de déplacements, lorsqu'elles sont directement liées à la production et peuvent être rattachées à la période de repérage, de tournage et de post-production du film, etc.



5 – Moyens techniques :

Location et achat de tout matériel technique concourant à la fabrication du film (éclairage, montage, prise de vue, machinerie, duplication, sous-titrage, doublage ...), etc.

6 – Post-production image et son

Montage image et son, post-synchronisation, traitement des rushs, enregistrement voix-off, effets visuels numériques, PAD, etc.

7 – Assurances

8 – Frais liés à l'organisation d'une projection en avant-première sur la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Déplacement, hébergement, restauration du réalisateur/ réalisatrice et/ou des comédiens principaux, location de salle, frais de communication, etc

Précisions

- Pour toutes les prestations techniques & logistiques, pour les frais de location de véhicules sont considérées comme dépenses éligibles les prestations facturées par une structure dont le siège social, ou une succursale, est établi sur le territoire.
- Pour les locations de décors sont considérées comme dépenses éligibles les frais de mise à disposition de décors situés sur le territoire, quelle que soit l'adresse de facturation.

Annexe 3 à la convention : déclaration d'aide de minimis par le bénéficiaire de l'aide

DECLARATION DES AIDES PUBLIQUES « DE MINIMIS » PERÇUES PAR L'ENTREPRISE

Objet : Déclaration des aides placées sous le règlement de minimis 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023

Je soussigné (*nom, prénom et qualité*) :

représentant de (*raison sociale de l'entreprise*) :

entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, déclare (**cocher l'une des deux cases**) :

☐ n'avoir reçu aucune aide de *minimis*¹ durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,

☐ Avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides de *minimis* listées² dans le tableau ci-dessous, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration (**Compléter le tableau ci-dessous**)

Les aides de *minimis* sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- Règlement "de minimis" n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023, concernant l'application des articles relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux aides de minimis,
- Règlement de minimis agricole n° 2019/316 de la Commission du 21 février 2019, concernant l'application des articles relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture,
- Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de *minimis*,
- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux aides de *minimis*,
- Règlement (CE) n° 875/2007 de la Commission du 24 juillet 2007 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de *minimis* octroyées dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture,
- Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture,
- Règlement (CE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de *minimis* dans le secteur de la production de produits agricoles,
- Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de *minimis* dans le secteur de l'agriculture
- Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de *minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (SIEG).

Date de l'attribution de l'aide de minimis	Nom et numéro SIREN de l'entreprise ³	Type d'aide de minimis (Général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide ⁴ (en euros)
--	--	--	---

¹ Les aides de *minimis* constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides de *minimis* ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère de minimis des aides attribuées. Le montant maximum d'aide de minimis est de 300 000 € par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

² Si vous avez reçu une aide de *minimis*, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences ...). Vous ne devez donc pas comptabiliser dans ce montant les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement de *minimis*.

³ Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides de *minimis* peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond d'aides attribuées au titre du régime de *minimis*. Il n'est possible de disposer d'autant de plafonds qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.

Par ailleurs, si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique » (cf. ci-dessous), vous disposez d'un seul plafond d'aide de *minimis* commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptabilise bien l'ensemble des aides de minimis versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide de minimis perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique. Définition d'une « entreprise unique » : une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :

- une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou
- une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

⁴ Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide.

Date de demande de l'aide de <i>minimis</i> si non encore perçue	Nom et numéro SIREN de l'entreprise	Type d'aide de <i>minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide (en euros)
TOTAL			

L'entreprise sollicitant l'aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours:

- ☐ Une fusion ou une acquisition d'une autre entreprise?
- ☐ Une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ?

Date et signature

(Indiquer le nom et la qualité du signataire)